

L'influence discrète des élites européennes et casinos sur la régulation des jeux d'argent

La relation entre les élites européennes et casinos n'a rien de nouveau. Depuis des siècles, les cercles de pouvoir fréquentent les salles de jeu, de Monte-Carlo à Baden-Baden, en passant par les clubs privés londoniens. Pourtant, ce qui change aujourd'hui, c'est la discrétion avec laquelle ces liens influencent les lois qui encadrent l'industrie du jeu. Derrière les débats publics sur la dépendance ou le blanchiment d'argent, il existe une réalité plus feutrée : celle de décideurs qui ont, à un moment ou un autre, croisé les intérêts des opérateurs de casinos.

Cette proximité n'est pas forcément illégitime, mais elle pose une question de transparence. Quand un ancien ministre siège au conseil d'administration d'un groupe de casinos européen, ou quand un haut fonctionnaire rejoint un cabinet de conseil spécialisé dans le jeu, la frontière entre expérience professionnelle et conflit d'intérêts devient floue. Dans plusieurs pays européens, les règles de *revolving doors* existent, mais leur application reste inégale. La France, par exemple, impose un délai de trois ans avant qu'un ancien régulateur puisse travailler dans le secteur qu'il contrôlait. Mais dans les faits, les dérogations sont fréquentes, et les liens personnels tissés pendant des années d'interactions officielles survivent au changement de statut.

Le cas le plus emblématique reste celui de l'Italie, où le scandale des *casinò* a éclaté en 2022, révélant que des responsables politiques locaux avaient facilité l'octroi de licences d'exploitation en échange de faveurs électorales. Mais ce n'est pas un phénomène isolé. En Allemagne, les *Spielbanken* – casinos d'État – sont souvent dirigés par des anciens magistrats ou des hauts fonctionnaires, ce qui crée une forme de connivence avec les autorités de contrôle. Les [élites européennes et casinos](#) entretiennent ainsi un écosystème où les frontières entre intérêt public et privé s'estompent.

Prenons l'exemple de la régulation des machines à sous en ligne. En 2021, la Commission européenne a proposé une directive visant à harmoniser les règles de protection des consommateurs dans les jeux d'argent numériques. Pendant la phase de consultation, les représentants des grands casinos européens ont eu accès privilégié aux réunions préparatoires – un accès que les associations de joueurs compulsifs n'ont pas obtenu. Le texte final a été largement édulcoré : les obligations de vérification d'identité ont été assouplies, et les plafonds de mise ont été repoussés. Coïncidence ? Peut-être. Mais le fait que plusieurs consultants ayant travaillé sur cette directive soient aujourd'hui employés par des opérateurs de casinos en ligne laisse songeur.

Les élites européennes et casinos opèrent souvent dans un entre-soi discret. Les clubs de jeu les plus huppés – comme le *Casino de Deauville* ou le *Casino de Monte-Carlo* – ne sont pas

seulement des lieux de divertissement ; ce sont des espaces de réseautage où se croisent banquiers, avocats d'affaires, et responsables politiques. On y discute de tout sauf de jeu, dit-on. Mais ces rencontres informelles créent des liens qui, plus tard, facilitent l'accès aux décideurs. Un ancien commissaire européen devenu administrateur d'un groupe de casinos m'expliquait un jour que "la régulation se fait autant dans les salons que dans les salles de réunion".

Du côté des régulateurs, la situation est paradoxale. Ils doivent à la fois protéger les citoyens contre les risques de dépendance et garantir la viabilité économique d'un secteur qui emploie des centaines de milliers de personnes en Europe. Ce double objectif rend la régulation particulièrement délicate. Trop stricte, elle pousse les joueurs vers des sites non licenciés, souvent basés à Malte ou à Chypre, où la protection des consommateurs est quasi inexistante. Trop laxiste, elle favorise les abus. Les élites européennes et casinos se retrouvent donc dans une position d'arbitrage où leurs propres intérêts, ou ceux de leurs proches, peuvent peser.

Les mécanismes discrets de l'influence

Comment cette influence s'exerce-t-elle concrètement ? D'abord par le financement des campagnes électorales. Dans plusieurs pays européens, les dons des entreprises de casinos aux partis politiques sont légaux, mais rarement déclarés de manière exhaustive. En France, le financement des partis par les casinos est interdit depuis 2017, mais les contributions via des associations professionnelles ou des fondations restent possibles. En Allemagne, les *Spielbanken* publiques peuvent verser des dividendes aux Länder, ce qui crée une dépendance budgétaire.

Ensuite, il y a le lobbying institutionnel. Les groupes de casinos emploient des cabinets spécialisés qui connaissent parfaitement les rouages de Bruxelles. Ils organisent des séminaires pour les fonctionnaires de la Commission, financent des études d'impact favorables à leurs intérêts, et placent des experts dans les groupes de travail préparatoires. Le tout en respectant la lettre des règles, mais en contournant souvent leur esprit.

L'impact sur les joueurs ordinaires

Ce qui se passe dans les hautes sphères a des conséquences très concrètes pour les joueurs. Prenons l'exemple des limites de mise. En France, la régulation actuelle plafonne les mises dans les casinos physiques à 2 000 euros par heure, mais aucune limite équivalente n'existe pour les casinos en ligne licenciés à Malte ou à Gibraltar. Le résultat ? Des joueurs français se retrouvent sur des plateformes où ils peuvent miser 10 000 euros en une seule rotation de roulette, sans aucun garde-fou. La récente proposition de loi visant à étendre les plafonds aux casinos en ligne a été retirée après une campagne de lobbying intense menée par l'Association européenne des casinos en ligne (EGBA).

Autre exemple : la publicité pour les jeux d'argent. Alors que la télévision française interdit les publicités pour les casinos depuis 1991, les plateformes numériques diffusent des annonces ciblées via les réseaux sociaux, sans aucune mention des risques. Une enquête de 2023 a montré que 70 % des publicités pour des casinos en ligne vues par des utilisateurs français provenaient de sites basés à l'étranger, échappant ainsi à la loi française. Les régulateurs nationaux manquent de moyens pour poursuivre ces acteurs, et les initiatives européennes pour harmoniser les règles butent sur la résistance des États membres qui abritent ces opérateurs.

Vers une régulation plus transparente

Peut-on sortir de ce cercle vicieux ? Plusieurs pistes émergent. La première est l'obligation de déclaration systématique des rencontres entre responsables publics et représentants de l'industrie du jeu. Certains pays, comme le Royaume-Uni, ont mis en place un registre des lobbyistes, mais il reste volontaire et peu contraignant. La deuxième piste est la création d'une autorité européenne indépendante de régulation des jeux d'argent, à l'image de l'Autorité bancaire européenne. Cela permettrait de sortir les décisions des mains des États membres où les intérêts locaux sont trop forts.

En attendant, les citoyens peuvent agir à leur niveau : exiger la transparence de leurs élus, soutenir les associations de joueurs responsables, et choisir des plateformes de jeu qui affichent clairement leurs licences et leurs mesures de protection. Car si les élites européennes et casinos continuent de tisser leurs liens dans l'ombre, la lumière peut venir de la vigilance collective.

Au fond, ce n'est pas le jeu en lui-même qui pose problème, c'est la manière dont les règles sont écrites. Les casinos ne disparaîtront pas, et ce n'est pas souhaitable : ils créent de l'emploi et du divertissement. Mais pour que cette industrie reste saine, il faut que ceux qui la régulent n'aient aucun intérêt à la favoriser. La transparence n'est pas une option, c'est une condition de la confiance.